Entretien avec Novopress (2005)

1) *Après le 29 mai en France, puis les élections allemandes, peut-on parler d'une crise institutionnelle européenne ? La France, l'Allemagne, ainsi que le reste de l'Europe, souffrent-elles d'une seule et même maladie politique ?*

Le référendum du 29 mai et les dernières élections allemandes ne sont pas des événements de même nature. Le premier a fait apparaître de façon spectaculaire le fossé qui sépare une grande partie du peuple de la Nouvelle Classe politico-médiatique. Le second est une péripétie qui révèle les dysfonctionnements d'un mode de scrutin. Mais il est bien vrai qu'on peut aujourd'hui parler d'une crise politique et institutionnelle en Europe. Le principal symptôme en est la montée de l'abstention, qui traduit une lassitude de l'opinion suite aux déceptions répétées qu'elle n'a cessé d'essuyer. En dépit d'un vote de plus en plus volatil, les électeurs ne parviennent plus à saisir quelles différences il peut encore y avoir entre la droite et la gauche compte tenu du recentrage de grands partis de gouvernement qui, une fois au pouvoir, paraissent être aussi peu capables les uns que les autres de répondre à l'attente des citoyens.

Une telle observation ne saurait néanmoins se borner à légitimer une attitude purement protestataire, qui est elle-même rarement exempte de démagogie. Si l'on prend un peu plus de hauteur, l'analyse amène à conclure que nous sommes déjà sortis du cadre de la démocratie. Il n'en subsiste plus que la pratique formelle et ponctuelle de l'élection, ce à quoi précisément la démocratie ne saurait se réduire. Je définis la démocratie comme le régime qui consacre la souveraineté du peuple, c'est-à-dire comme le régime qui permet la participation la plus large du plus grand nombre possible de citoyens à la vie publique. En d'autres termes, celui qui permet le plus possible aux gens de décider par eux-mêmes de ce qui les concerne. Le système dans lequel nous vivons en représente exactement le contraire. Il favorise le repli sur la sphère privée. Il considère le scrutin comme un blanc-seing donné à des hommes politiques pour poursuivre leurs objectifs propres sans excessive considération pour ce que veulent leurs électeurs. Enfin, il consacre le primat de l'expertise et de la pratique gestionnaire sur la décision proprement politique. Eric Werner dit très justement que nous vivons dans l'après-démocratie. Cet après-démocratie est une forme inédite d'oligarchie où la plus grand part de la décision, pour autant qu'elle soit encore possible, revient à des nommés ou des cooptés, et non à des élus. Il ne fait pas de doute que la dérive du parlementarisme libéral, joint à la montée en puissance des élites financières, porte une lourde responsabilité dans cette évolution, qui ne peut être enrayée que par la mise en œuvre, dès l'échelon local, d'une démocratie participative fondée sur le principe de compétence suffisante, c'est-à-dire sur le principe de subsidiarité.

2) *En Suisse, il semble que ce soit l'Union démocratique du centre (UDC) qui profite de cette vague contestatrice. Malgré une réputation de « fasciste » soigneusement entretenue par la « gauche », son discours est surtout un incroyable condensé de libéral-populisme. Pensez-vous que ce type de formations politiques puisse apporter quelque chose à la lutte contre la transformation de nos patries en supermarchés pour autistes.*

Le « libéral-populisme » est une sorte d'oxymore, de contradiction dans les termes. Le populisme, dans ce qu'il peut avoir de meilleur, implique plus de démocratie directe et une large participation des citoyens à la vie publique, toutes choses que le libéralisme n'a cessé au cours de son histoire de combattre ou de décourager. Le phénomène que vous décrivez n'en est pas moins réel. Il caractérise à l'heure actuelle différents partis de l'« arc alpin », Italie du Nord comprise, et semble pouvoir jouir à moyen terme de belles perspectives d'avenir. La survenue d'une crise globale ne pourrait que l'amplifier. C'est en fait un alliage, assez nouveau du point de vue de l'histoire des idées, d'ultra-libéralisme économique et de discours xénophobe à soubassement démagogique. Ce qui signifie qu'il exclut de deux façons différentes (culturelle et sociale) ceux qui sont regardés comme pesant d'un poids trop lourd dans la course à l'enrichissement et à la consommation. Le fonds implicite de son discours est qu'il y a toujours des hommes « en trop », pour reprendre l'expression de Claude Lefort. Le libéralisme, à travers ce genre de partis, trahit sa véritable nature et ses affinités avec le darwinisme social : sous couvert d'une concurrence destructrice du lien social, il généralise l'exclusion rendue nécessaire par la logique du profit. Ce « libéral-populisme » est donc à mes yeux parfaitement détestable

3) *Pourquoi les partis contestataires européens ne sont-ils pas capables de capitaliser sur les difficultés rencontrées par les partis gouvernementaux, à l'image des différentes formations post-communistes en France ou de l'échec de la liste de Pim Fortuyn en Hollande ?*

Il y a sans doute plusieurs réponses possibles à cette question. La principale me semble être le manque de crédibilité des ces partis contestataires, qui canalisent une protestation née de la déception et de la misère (affective et matérielle), mais qui ne parviennent pas à sortir du rôle d'un simple défouloir. Ils sont d'autant moins crédibles qu'ils n'offrent strictement aucune alternative au type de société dans laquelle nous vivons. Ils ne cherchent d'ailleurs même pas à le faire, convaincus qu'ils sont, tout comme leurs adversaires, qu'on ne peut que réformer ou améliorer à la marge une société de marché dont ils n'ont ni la volonté ni les moyens intellectuels de remettre en cause les fondements. Les uns veulent seulement tirer cette société dans un sens plus « libéral », d'autres dans un sens plus « social », d'autres encore vers un peu plus de « sécurité », d'ordre moral ou d'exclusion des non-conformes. Le modèle lui-même n'est jamais mis en question, dans ses aspects anthropologiques, phénoménologiques, symboliques, etc. La « contestation », dans ces conditions, n'est qu'un simulacre de plus au sein d'une société dans laquelle la représentation virtuelle prime déjà de plus en plus sur le réel et qui, de délégitimation en délégitimation, en est aujourd'hui arrivée jusqu'au point zéro de la valeur.

4) *Doit-on en tirer la conclusion qu'aucun changement n'est possible par les urnes ? Si la*

contestation réelle ne peut pas passer par les urnes, quelle autre voie s'offrir à elle ?

La réponse s'impose d'elle-même. En toute lucidité, mettez d'un côté la somme de dévouement, d'engagement « militant » et de travail désintéressé que se sont imposé tous ceux qui, depuis vingt ans ou plus, se sont astreints à travailler à l'intérieur d'un parti « contestataire », et de l'autre les résultats obtenus. Seuls ceux qui croient qu'il est plus important de « témoigner » que de vaincre peuvent se satisfaire d'un tel bilan. La vérité est qu'il ne peut tout simplement pas y avoir de « changement par les urnes » dans un système précodé, qui a précisément été conçu pour réserver l'alternance du pouvoir à ceux qui n'en contesteront jamais les fondements. Dans un monde livré à la métaphysique de la subjectivité et à l'individualisme narcissique, les pesanteurs sociologiques font le reste.

Je ne donne à ce constat aucune coloration pessimiste. Le système en place appartient au vieux monde, et l'histoire reste par définition toujours ouverte. La politique telle que l'a institutionnalisée pendant deux siècles le vaste de mouvement de la modernité est en train de s'achever. Si tant de gens se détournent aujourd'hui de la politique, c'est qu'ils savent qu'elle n'a plus les moyens de régler l'essentiel – et, surtout, que la vraie vie est ailleurs. Le monde postmoderne verra s'affirmer d'autres formes de projets collectifs, adaptés à des problématiques inédites dont nous ne voyons aujourd'hui que l'ébauche. Raison de plus pour ne pas gémir sur ce qui s'en va et pour être attentifs à ce qui vient. Quelle voie choisir alors ? A cette question, il ne peut pas y avoir de réponse unitaire. Les tempéraments humains sont trop variés pour qu'on puisse assigner à tout le monde les mêmes tâches : il ne suffit pas de savoir ce qu'il faut faire pour être capable de le faire. Pour ma part, j'entrevois néanmoins deux voies privilégiées. D'une part, dans l'ordre réflexif, redonner à la pensée critique l'élan qu'elle a perdu, en favorisant un patient travail d'élaboration intellectuel et théorique, seul capable de fournir la grille explicative et les catégories herméneutiques dont nos contemporains ont besoin pour prendre la pleine mesure du moment historique qu'ils sont en train de vivre. C'est la définition même du travail de la pensée : comprendre et faire comprendre. De l'autre, dans l'ordre de la pratique, travailler à partir de l'échelon local à la mise en place, sous toutes les formes possibles, de pratiques de délibération et de décision démocratiques favorisant de façon concrète les initiatives collectives et le regain de participation à la vie publique, seul moyen de remédier à la dé-liaison sociale.

5) *On reprochait aux opposants « nonistes » français à la Constitution européenne leur hétérogénéité, allant grosso modo du souverainisme à l'altermondialisme, donc l'incapacité de proposer une réelle alternative homogène. Une synthèse méthodologique et réflexive n'est-elle pas possible, voire souhaitable ? Quelles pourraient être les grandes lignes de cette synthèse ?*

Une telle synthèse est évidemment nécessaire, et donc souhaitable. Mais le volontarisme a ses limites. Nous sommes actuellement dans une période de transition, qui est aussi une période de décloisonnement. La dichotomie gauche-droite, à laquelle s'accroche désespérément la classe politico-médiatique, et quelques naïfs avec elle, est en train de voler en éclats sous l'effet de problématiques nouvelles. Voyez tous les grands événements qui se sont produits depuis quinze ans : réunification de l'Allemagne, construction européenne, guerre du Kosovo, agression américaine de l'Irak, approfondissement du fossé transatlantique, sans oublier les catastrophes écologistes, la crise pétrolière qui s'annonce, les nouveaux enjeux de la

géopolitique, etc. Tous ces événements n'ont cessé de créer des clivages transversaux. Et ce phénomène ne peut aller qu'en s'amplifiant. A terme, il en résultera d'inévitables sédimentations nouvelles. Pour l'heure, ceux qui ont intérêt au maintien du désordre établi (car c'est bien d'intérêts qu'il s'agit) s'emploient à figer les choses en agitant des repoussoirs, en récitant les mantras de la bien-pensance, en brandissant des vulgates qui les rassurent. Mais ils ne pourront pas aller contre le cours de l'histoire. Les digues finiront par céder, tout comme elles ont cédé à la Nouvelle-Orléans. Tout ceci pour dire que l'hétérogénéité du « non » français au projet de traité européen à valeur constitutionnelle (bien différent, par conséquent, d'une véritable Constitution) n'avait rien de surprenant ni d'inquiétant. Il faut bien battre les cartes avant de les redistribuer.

6) *La claque qu'a représenté le 29 mai en France semble avoir autant touché le monde médiatique que le monde politique. La contestation radicale peut-elle en tirer parti pour promouvoir son discours ? En définitive, pour parler un peu de nous (NP-Suisse) : quel est votre sentiment sur l'avenir d'Internet en tant qu'outil politique à disposition des forces dissidentes ?*

Elle n'a touché le monde médiatique qu'en tant qu'événement spectaculaire. Elle n'en a pas le moins du monde affecté les certitudes. Elle a plutôt montré que rien, rigoureusement rien ne peut entamer l'autisme de la classe politico-médiatique, non parce qu'elle est formée d'individus stupides, malhonnêtes ou corrompus (c'est loin d'être toujours le cas), mais parce qu'elle se composent essentiellement de gens qui ont été sélectionnés tout au long de leur carrière par leur capacité à ne comprendre que certaines choses. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que le camp du « non » n'aurait sans doute pas remporté la victoire sans Internet. Rappelez-vous qu'à l'époque la totalité des grands journaux, des grandes chaînes de radio et de télévision, tout comme les observateurs ou les commentateurs les plus connus, avaient bruyamment pris position en faveur du « oui ». Cette unanimité révélatrice n'a pu être brisée, à grande échelle, que grâce aux réseaux d'information alternative qui se sont mis en place sur Internet. Il ne fait donc pas de doute pour moi qu'Internet peut être en effet un « outil politique à disposition des forces dissidentes », rôle qu'il joue d'ailleurs déjà. En même temps, je ne crois pas qu'il faille attendre de la communication électronique plus qu'elle ne peut donner. Elle a au moins trois limites. Internet, tout d'abord, est fondamentalement ambivalent : c'est un moyen de communication exceptionnel, mais aussi un outil de surveillance privilégié. Deuxièmement, trop d'information tue l'information : ce vieux principe vaut sur le Web plus encore qu'ailleurs (plus les informations se succèdent, plus elles se neutralisent). Enfin, je pense qu'Internet n'est qu'un moyen de communication d'appoint. Il s'ajoute à l'écrit mais, au moins pour l'instant, il ne se substitue pas à lui.

7) *Notre lectorat est principalement composé de jeunes lecteurs plutôt isolés, qui travaillent à leur formation politique, mais qui cherchent encore la solution miracle pour leur engagement et les problèmes de leur entourage direct. Un dernier mot pour eux ?*

Le premier mot, plutôt, serait de leur dire qu'il n'y a précisément pas de solutions miracles. Il n'y a pas non plus de politique « idéale ». De même que la gauche a toujours tendance à donner à la politique une coloration morale, la droite a toujours tendance à lui donner une coloration éthique. Ces deux visions sont aussi impolitiques l'une que l'autre. La politique

n'est pas non plus la prolongation de la guerre par d'autres moyens (ce qui équivaudrait au renversement de la formule de Clausewitz). La politique est seulement une activité qui vise à définir de façon prudente la meilleure façon de servir le bien commun – c'est-à-dire un bien qui ne saurait faire l'objet d'un partage –, à trancher entre les aspirations contradictoires qui naissent de la diversité humaine, à arbitrer entre les nécessités de la coexistence civique et les exigences du souci de soi.

A ce « mot », j'en ajouterai deux autres, correspondant à deux règles que je crois essentielles, et même vitales. La première : ne pas se tromper d'époque. Le monde actuel est ce qu'il est, avec ce qu'il a de meilleur et de plus déprimant. On peut le changer, mais on ne peut pas revenir en arrière. Et l'on ne peut pas non plus l'analyser avec des catégories interprétatives obsolètes. L'époque des Etats-nations souverains et des sociétés ethniquement homogènes est désormais derrière nous. Un général qui veut livrer bataille arrête sa stratégie en fonction du terrain tel qu'il est, non du terrain tel qu'il « devrait être ». Un mouvement dont tous les modèles appartiennent au passé n'a plus aucun *telos* à réaliser. En prendre conscience implique de changer de références (il y a plus de leçons à tirer et d'idées à prendre dans n'importe quel livre de Louis Dumont, Cornelius Castoriadis, Jean Baudrillard, Serge Latouche ou Hannah Arendt que dans les œuvres complètes de la plupart des auteurs fétiches de droite), mais aussi d'habitudes (ce n'est pas l'origine culturelle ou ethnique des gens qui m'intéresse, mais ce qu'ils pensent et ce qu'ils font). Deuxième règle : ne pas se tromper d'ennemi. Ce qui menace aujourd'hui le plus l'Europe, ce n'est ni l'islam, ni l'islamisme ni le « choc des civilisations ». C'est l'Occident lui-même, dont l'être se réduit de plus en plus à la logique de la marchandise et à la réification des rapports sociaux. J'ai plusieurs fois employé l'expression de « Forme-Capital », qui avait été lancée par Gérard Granel. Cette expression va très au-delà du capitalisme au sens étroit du terme. Elle définit le capital en tant que destructuration généralisée de l'imaginaire symbolique, en tant qu'avènement d'un idéal de l'illimité (ce que Heidegger appelait le *Gestell*) dont la mise en œuvre entraîne de telles modifications anthropologiques qu'elle peut aboutir à l'effacement de l'humain comme tel. Je ne vois pas aujourd'hui d'ennemi plus puissant. C'est donc pour moi l'ennemi principal.